

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 29 de la partie I

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 29 : La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union

1. L'Union européenne s'engage à conduire une politique étrangère et de sécurité commune, fondée sur ~~un développement progressif de la loyauté~~ et la solidarité politique mutuelle des États membres, ~~sur l'identification progressive des questions présentant un intérêt général et sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actes des États membres.~~

2. Le Conseil européen identifie les intérêts stratégiques de l'Union et fixe les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil des ministres élabore cette politique selon les modalités de la Partie II de la Constitution.

3. Le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent les décisions nécessaires.

4. Cette politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le Ministre des Affaires étrangères de l'Union, sous le contrôle du Conseil, et par les États membres, ~~en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union.~~

Lorsque des actes de l'Union relevant d'autres politiques sont requis pour mettre en œuvre des décisions prises dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, ces actes peuvent, conformément à l'article 28, conférer au Conseil ou à la Commission les compétences d'exécution.

5. Les États membres se concertent au sein du Conseil et du Conseil européen sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil ou du Conseil européen. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la

scène internationale. Les États membres sont solidaires entre eux.

6. Le Parlement européen est consulté sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, et est tenu informé de son évolution.
7. En matière de politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent des décisions à l'unanimité la majorité qualifiée, ~~sauf dans les cas~~ dans les conditions prévues dans la Partie II de la Constitution. Ils se prononcent sur une proposition d'un État membre, ou du Ministre des Affaires étrangères de l'Union, ~~seul ou conjointement avec la Commission.~~
8. ~~Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres domaines que ceux visés dans la Partie II de la Constitution.~~

Explication éventuelle :

La rédaction proposée par le praesidium semble faire fi des acquis dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune et dévaloriser la portée du devoir de solidarité. La modification du paragraphe 1 vise à reprendre l'article 11.2 TUE qui a toute sa place dans la première partie de la Constitution.

La modification du paragraphe 4 vise à laisser la possibilité au Conseil de retenir la compétence d'exécution des actes communautaires mettant en œuvre une décision PESC (par exemple, les actes d'exécution d'un règlement adoptant des sanctions économiques contre des organisations terroristes, comme par exemple la liste des organisations incriminées).

La modification du paragraphe 7 et la suppression du paragraphe 8 visent à la généralisation du vote à la majorité qualifiée, qui, dans une Europe élargie, doit devenir la règle de procédure d'adoption des décisions en matière de politique étrangère et de sécurité commune.

Enfin, la seconde modification au paragraphe 7 vise à tirer les conséquences procédurales de la création d'un Ministre des affaires étrangères, qui est vice-président de la Commission. L'idée de propositions conjointes du Ministre et de la Commission n'ont donc pas de sens.

